

CONDITIONS PRELIMINAIRES DE L'APPLICATION DE LA LOGIQUE DEONTIQUE DANS LES RAISONNEMENTS JURIDIQUES.

Zygmunt ZIEMBIŃSKI

Nous sommes aujourd'hui assez loin d'avoir une bonne théorie du raisonnement juridique, du raisonnement normatif ainsi que du raisonnement non-normatif. De même on ne dispose pas d'un système de logique déontique parfait et aussi généralement reconnu que les systèmes classiques de la logique des propositions descriptives. Mais on a fait déjà beaucoup dans le domaine de la construction de divers systèmes de la logique déontique⁽¹⁾. C'est dommage que ces succès soient jusqu'à nos jours peu utiles d'une façon immédiate pour la pratique des raisonnements normatifs des juristes. Il faut donc examiner les difficultés de l'application des théorèmes de la logique déontique à la pratique juridique. Je veux présenter ce problème du point de vue d'un juriste, sans entreprendre (à défaut de compétence scientifique surtout) l'analyse critique des systèmes construits pendant les vingt dernières années. Malgré cela on doit commencer par quelques explications terminologiques.

(¹) Pour un exposé critique de l'histoire de la logique déontique voir p. ex.: G. KALINOWSKI: *Introduction à la logique juridique*, L.G.D.J., Paris 1965, p. 71-138; O. WEINBERGER: Die Sollsatzproblematik in der modernen Logik, *Rozpravy Československe Akademie Ved*, Rada S.V., R. 68, s. 9, Praha 1958, p. 1-122; G. H. VON WRIGHT: The Logic of practical discourse (dans *La Philosophie Contemporaine — Chroniques*, Firenze 1968, Nuova Italia Edit., p. 141-167); Z. ZIEMBA: Logika deontyczna jako formalizacja rozumowań normatywnych, *Rozprawy Uniwersyteckie Warszawskiego*, P.W.N. Warszawa 1969, p. 5-86. Voir aussi la bibliographie de: G. H. VON WRIGHT: An Essay in Deontic Logic and the General Theory of Action, *Acta Philosophica Fennica*, Fasc. XXI, 1968, p. 97-107, la bibliographie de la «logique juridique»: A. G. CONTE: Bibliografia di Logica Giuridica, 1936-1960, *Rivista Internazionale di Filosofia del Diritto*, Anno XXXVIII, Fasc. 1, 1961, addenda 1936-1960 dans: *Atti del V Congresso nazionale di Filosofia del diritto*, Roma 1961.

1 a

Il est peut-être utile de distinguer entre une logique des normes et une logique déontique *sensu stricto* (²).

La logique des normes concerne les relations formelles entre normes, en particulier la relation de contradiction (incompatibilité logique de normes) (³) et la relation entre deux normes dont la deuxième est une conséquence de la première (la relation selon laquelle si la première norme est en vigueur dans un système donné, la deuxième l'est aussi) (⁴). Il est aujourd'hui évident que la logique des normes exige la solution de problèmes particulièrement difficiles au point de vue de la sémiotique, à savoir: peut-on utiliser les notions de la logique des propositions descriptives dans la logique des normes, ou plutôt — comment faut-il modifier ces notions ? C'est surtout, on le sait, le problème de l'interprétation de la «négation de la norme» et de «l'implication des normes» qui provoque des discussions et des malentendus particulièrement embrouillés («Si... alors...» peut être utilisé pour signifier: 1) le lien de conséquence des normes au sens signalé plus haut, 2) le lien d'un fait qui donne la force obligatoire à une norme et de cette norme, 3) le lien entre la situation dans laquelle un comportement ordonné doit être réalisé et l'actualisation de ce devoir, 4) le lien instrumental, qui donne son fondement à une norme technique: si tu veux réaliser A, fais B ! (⁵), etc.).

(²) Voir: Z. ZIEMBA: Paradoksy logiki deontycznej, *Państwo i Prawo* nr. 1/1968 p. 45. Voir aussi G. H. von WRIGHT: The logic of practical discourse, p. 141-143.

(³) Voir: A. ROSS: *Directives and Norms*, Routledge and Kegan Paul, London 1968, p. 150 et suiv., O. WEINBERGER: Über die Negation von Soll-sätzen, *Theoria*, nr. 2/1957, p. 102-132; G. H. von WRIGHT: *Norm and Action*, Routledge and Kegan Paul, London 1963, p. 135 et suiv.; Z. ZIEMBIŃSKI: O rodzajach niezgodności norm (La notion de l'antinomie de normes), *Studia Filozoficzne*, nr. 1/1969, p. 85-94.

(⁴) Voir p. ex. Z. ZIEMBA et Z. ZIEMBIŃSKI: Some Remarks on the Consequence Relation between Legal Norms, *Studia Filozoficzne*, Numer obcojęzyczny 3, Warszawa 1966, p. 243-254.

(⁵) Voir par ex. G. H. von WRIGHT: *Norm and Action*, p. 9-11; A. MICHALSKA: Prawo a normy techniczne w państwie socjalistycznym (résumé Normes

La logique déontique sensu stricto concerne les relations formelles entre les propositions qui caractérisent les comportements de tel ou tel sujet comme ordonnés, défendus, permis, facultatifs ou indifférents, au point de vue d'une norme ou d'un système cohérent (non incompatible) de normes. Ces propositions peuvent être prises au sens *fort*, c'est-à-dire: «Il est ordonné (défendu, permis...) à A de faire C selon la norme N, considérée comme étant en vigueur dans un système donné» — ou au sens *faible*, c'est-à-dire: «Il est ordonné (défendu, permis...) à A de faire C selon la norme N, sans se demander si elle est en vigueur»⁽⁶⁾.

Au point de vue de la sémiotique la différence entre les normes (conçues en tant qu'expressions ayant le caractère d'une règle, adressée à des sujets déterminés d'une façon générale ou individuelle, d'une instruction, qui prescrit ce qu'on doit faire, donc une expression qui n'est ni vraie, ni fausse) et les propositions qui, ayant un caractère descriptif, constatent quelle est la qualification d'un comportement donné au point de vue d'une norme ou d'un système de normes — est une différence essentielle. Malgré cela la pratique juridique ne fait pas de distinction entre la norme «A doit faire C» et la proposition (vraie ou fausse) que selon la norme N il est ordonné (défendu, permis...) à A de faire C, surtout si une telle proposition modale normative est prise au sens fort.

La logique déontique sensu stricto concerne donc des propositions descriptives d'un caractère particulier, à savoir les propositions modales normatives, et non des normes, ce qui permet d'éviter quelques-unes des difficultés mentionnées auparavant. On peut librement choisir telle ou telle norme N (ou système de normes S) considérée comme étant ou non en vigueur selon tels ou tels critères (ce qui n'est pas le problème de la logique déontique sensu stricto), par rapport à laquelle

juridiques et normes techniques dans un Etat socialiste) P.T.P.N. *Prace Komisji Nauk Spotecznych*, t. XIV zesz. I, Poznań 1968, p. 12-36.

(6) Z. ZIEMBIŃSKI: *Logiczne podstawy prawoznawstwa* (summ. The logical Foundations of Jurisprudence), Wyd Prawnicze, Warszawa 1966, p. 95 et suiv.

on caractérise le comportement en question comme ordonné, défendu, permis, etc.

Les raisonnements du juge appliquant une norme juridique peuvent parfois être basés sur les théorèmes de la logique déontique s.s.. Il suffit parfois de constater que selon la norme N (évidemment — une norme qui est en vigueur dans le système juridique donné), le comportement C est ordonné (défendu, permis...) à A, pour être fondé à constater selon un théorème de cette logique, qu'un comportement C_o est également ordonné (défendu, permis...). D'habitude, si un comportement ordonné selon une norme sanctionnée N n'est pas réalisé par le sujet tenu de le faire, alors, selon une autre norme, une norme sanctionnante N_s qui peut être jumelée avec la norme N, il est ordonné au juge ou à un autre organe du même genre de prononcer une sentence qui oblige les organes exécutifs de l'Etat à réaliser une sanction prévue (?).

La conclusion que le comportement C_o est ordonné (défendu, permis...) par la norme N (du système S) parce que la norme N ordonne le comportement C et parce qu'il existe un lien logique entre les deux propositions modales normatives — est le résultat d'une opération intellectuelle d'une certaine personne. Une pareille conclusion déductive peut être formulée par n'importe qui. Si la prémissse est prise au sens faible (par exemple si on discute aujourd'hui un problème juridique du point de vue du système du droit romain) la conclusion a évidemment le même caractère.

Au contraire, l'établissement de la sentence est un acte juridique, qui ne peut être accompli avec des effets juridiques que par un organe compétent de l'Etat. Selon le principe de légalité, généralement accepté dans les constitutions des Etats contemporains, cet acte doit être accompli en accord avec la conclusion déductive discutée précédemment — mais en réalité cet acte peut parfois être accompli en désaccord avec les normes du système et malgré cela peut produire certains effets juridiques. On ne peut donc pas identifier un acte de raisonnement juridique basé sur un théorème de logique déontique

(?) *Op. cit.*, p. 123-125.

(ayant donc le caractère de raisonnement déductif *sui generis*) ou même du raisonnement basé sur un schème formel qui n'est pas un tel théorème — et l'acte juridique qui consiste à prononcer une sentence, suivi de tous ses effets sociaux⁽⁸⁾.

I b

Les théorèmes de la logique déontique peuvent parfois fonder des raisonnements déductifs permettant de conclure que tel ou tel comportement est ordonné (défendu, permis...) par une norme ou un système de normes juridiques. Le caractère obligatoire de ces normes est un trait accidentel pour l'application d'un théorème de la logique déontique s.s. En discutant les liens logiques entre les propositions modales prises au sens faible on peut éviter de discuter le problème de la valeur obligatoire d'une norme dans un système juridique, quoique en pratique dans un raisonnement juridique de ce genre on s'intéresse surtout à des prémisses et à une conclusion ayant le caractère d'une proposition modale normative prise au sens fort.

Par contre, si on veut non seulement constater que tel ou tel comportement est ordonné (défendu, permis...) par une norme ou un système de normes, mais aussi constater que telle ou telle norme a une valeur obligatoire (est en vigueur) dans ce système à cause d'un lien logique avec une norme dont on a constaté précédemment qu'elle est en vigueur — la logique déontique s.s. ne suffit pas. Les théorèmes de cette logique ne concernent pas (au moins d'une façon immédiate) la valeur obligatoire de telle ou telle norme dans le système discuté⁽⁹⁾. Si donc on veut reconstruire tout le système des normes juridiques actuellement en vigueur dans un certain pays, il faut se servir entre autres (consciemment ou inconsciemment) de certains théorèmes de la logique des normes.

⁽⁸⁾ Z. ZIEMBIŃSKI: La vérification des faits dans un procès judiciaire, *Logique et Analyse*, nr. 21-24, 1963, p. 385-387.

⁽⁹⁾ Z. ZIEMBA: *Logika deontyczna jako formalizacja rozumowanych normatywnych*, p. 107-108.

I c

M. Hans Kelsen a formulé l'opinion que le système des normes juridiques est un système dynamique, c'est-à-dire, — à l'exception de la Grundnorm, une norme initiale, — construit de telle façon que chaque norme de ce système est établie par un sujet qui tient sa compétence législative d'une norme de compétence d'un plus haut degré — et non un système statique, construit sur la base d'un lien matériel ou d'un lien logique entre les normes du système, comme par exemple le système des normes morales construit more geometrico (ou plutôt quasi-geometrico) (¹⁰). Mais il faut ajouter que dans un système juridique (abstraction faite des sources non-écrites de droit) on estime que sont en vigueur non seulement les normes établies par les organes de l'Etat, mais aussi les normes qu'on considère comme les conséquences de celles établies sous la forme d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, etc. Le système des normes juridiques se compose donc des normes établies par les organes de l'Etat et de celles qui sont considérées comme des conséquences des premières ou, à tout le moins, sont inférées selon les règles d'inférence admises par la doctrine juridique de ce pays. Un système de normes juridiques a donc, en général, le caractère d'un système dynamique, mais d'un système statique dans cette partie qui contient les normes incorporées au système selon les règles d'inférence admises par la doctrine officielle (¹¹).

I d

Il faut remarquer que le texte d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, le plus souvent ne contient pas de normes de comporte-

(¹⁰) H. KELSEN: *General Theory of Law and State*, Harvard Univ. Press 1945, p. 112-118. Il faut pourtant prendre en considération même dans la doctrine normativiste de M. Kelsen la clause d'effectivité sociale du système juridique.

(¹¹) J. WRÓBLEWSKI: Modele systemów norm a system prawa, *Studia prawnno-ekonomiczne* t. II, Łódź, 1969, p. 34-35.

ment formulées d'une façon directe. Un tel texte se compose de plusieurs dispositions légales (articles, paragraphes). Une disposition légale n'a presque jamais la structure d'une norme de comportement formulée complètement et d'une façon tout à fait claire et exacte, c'est-à-dire déterminant le sujet qui est chargé du devoir, le comportement ordonné ou défendu et les circonstances dans lesquelles ce comportement doit être réalisé. Parfois une disposition détermine le sujet auquel on impose le devoir, une autre le comportement ordonné par la norme, et une dizaine d'autres dispositions, les circonstances dans lesquelles le comportement ordonné doit être réalisé. Parfois, au contraire, une seule disposition détermine les éléments d'un grand nombre de normes et les éléments nécessaires pour reconstruire une norme peuvent être formulés dans un grand nombre de dispositions légales.

Par exemple cette disposition tout à fait banale que le vol doit être puni d'une peine de prison, contient, en connexion avec les autres dispositions du code pénal (surtout de sa partie générale), du code de procédure pénale et des lois qui concernent l'organisation judiciaire, au moins trois normes: 1^o une norme qui commande au tribunal, si certains actes déterminés par un grand nombre de dispositions du code de procédure pénale ont été accomplis, de condamner le voleur à être emprisonné pour une période fixée; 2^o une norme qui oblige les organes exécutifs à exécuter la sentence prononcée par un tribunal compétent, en vertu des dispositions du droit sur l'organisation judiciaire et agissant conformément aux dispositions de la procédure pénale; mais surtout 3^o une norme qui interdit de voler. Voler c'est s'approprier furtivement ou par force une chose qui est la propriété d'autrui; donc pour formuler d'une façon tout à fait précise le contenu de la norme qui interdit le vol, il faut aussi prendre en considération les dispositions du code civil concernant la notion de propriété.

Résumons ces constatations concernant les relations entre les dispositions légales et les normes du droit. Les normes d'un système juridique sont «chiffrées» dans les dispositions légales d'une façon particulièrement compliquée. Les règles d'interprétation ont donc le caractère de règles de décodage du texte

de la loi. Mais le code selon lequel les normes juridiques sont chiffrées dans les dispositions légales n'est pas construit d'une façon rationnelle et univoque; il s'est formé spontanément pendant plusieurs siècles de tradition juridique européenne, évidemment avec des traits particuliers à la tradition nationale de chaque pays et avec, aujourd'hui les particularités liées aux différences entre la structure formelle des systèmes juridiques socialiste et capitaliste.

II a

Les conditions préalables de l'application de la logique déontique dans les raisonnements des juristes sont en général les mêmes que les conditions de se servir de la simple logique aléthique dans les raisonnements déductifs, dans lesquels après avoir constaté les prémisses on constate la proposition qui en résulte selon les théorèmes de cette logique.

Il faut avant tout disposer d'un théorème de logique ayant la structure d'une fonction propositionnelle dont le foncteur principal est celui de l'implication ou de l'équivalence. Puis il faut avoir des prémisses ayant un caractère sémiotique bien déterminé, prémisses formulées à l'aide de concepts clairs et précis (aussi clairs et précis que possible, si on veut parler des raisonnements déductifs de la pratique quotidienne). Il faut avoir des prémisses ayant la structure logique correspondant à la structure de l'antécédent de l'implication contenue dans le théorème utilisé. Si on veut se servir d'un théorème ayant des variables nominales, il faut avoir des prémisses ayant une structure interne correspondante à la structure des fonctions propositionnelles à variables nominales, contenues dans ce théorème (mutatis mutandis pour les fonctions normatives de la logique des normes) (12). De plus si nous voulons obtenir

(12) Évidemment une tautologie de la logique des normes prise en totalité a le caractère sémiotique d'une proposition descriptive qui concerne un lien logique, conçu de telle ou telle façon, entre des normes ayant des structures formelles correspondantes à certaines fonctions normatives.

une conclusion bien fondée, les prémisses — tant explicites qu'enthymématiques — doivent être également bien fondées. Si on veut construire à l'aide du raisonnement déductif un système cohérent, on ne peut pas se fonder sur des prémisses dont les conséquences sont contradictoires.

II b

En qualité de juriste je ne puis faire la critique formelle des calculs logiques de la logique des normes, et surtout de la logique déontique *sensu stricto*, qu'on a construite surtout dans les vingt dernières années. Mais en qualité de théoricien du droit, je m'intéresse à ces systèmes du point de vue de leur utilité pour la jurisprudence.

Les juristes s'intéressent surtout aux normes générales (c'est-à-dire qui ordonnent de réaliser un comportement d'un certain type toutes les fois qu'une situation déterminée se produit). Les normes juridiques, selon l'opinion dominante des théoriciens du droit, sont des normes générales et abstraites et c'est pour cela que le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi peut être formellement réalisé. Sur la base de ces normes générales et abstraites les organes de l'Etat établissent, en appliquant le droit, des normes individuelles et concrètes pour des sujets individuellement déterminés et pour des situations particulières. Donc dans les raisonnements juridiques on doit partir de prémisses ayant le caractère de normes générales et abstraites ou de propositions modales normatives fondées sur de telles normes (par exemple «Le comportement de type C dans la situation de type T est ordonné pour tous les A»).

Les systèmes les plus connus de la logique des normes ou de la logique déontique *sensu stricto* concernent les normes ou les propositions modales normatives fondées sur les normes adressées à un sujet individuellement déterminé. Il est aussi incommoder ou même impossible de reconstruire dans le cadre de ces systèmes les raisonnements juridiques concernant les modalités juridiques plus compliquées, caractérisant les liens

entre plusieurs sujets (par exemple la situation de «permission forte» — dans laquelle un comportement C est permis au sujet A, mais surtout il s'agit de ce qu'il est à la fois interdit au sujet B d'empêcher A de réaliser C⁽¹³⁾), — ou par exemple la situation de l'obligation juridique). Pourtant il faut noter la construction récente de systèmes concernant les propositions modales normatives ayant un caractère général (par exemple le système de la syllogistique déontique de M. Zdzisław Ziembba) (¹⁴).

Evidemment, on peut raisonner selon un théorème de logique de façon consciente ou inconsciente. Un étudiant est bien étonné d'apprendre qu'il se sert tous les jours du *modus ponendo ponens* ou du *dictum de omni*. Ce qui fait qu'il vaut la peine d'apprendre les éléments de la logique formelle, c'est qu'elle nous permet de connaître et d'utiliser dans la pratique du raisonnement des théorèmes moins évidents et d'avoir une méthode assez simple, surtout une méthode algorithmique de contrôler si le raisonnement conduit selon tel ou tel schéma formel à le caractère d'un raisonnement déductif.

Les divers systèmes de logique déontique *sensu largo* présentent plusieurs théorèmes qui ne sont ni banals ni intuitivement évidents. Certains de ces théorèmes sont considérés comme des paradoxes de la logique déontique parce qu'ils sont contraires à l'intuition. De plus, on peut démontrer que certains schémas de raisonnement qui semblent tout à fait évidents ne sont pas des théorèmes de la logique déontique. L'importance de ces paradoxes va être discutée plus loin.

Dans certains systèmes, il est possible de décider d'une façon algorithmique si le schéma de raisonnement en question

(¹³) Il faut accentuer la différence entre «strong permission» de G. H. von WRIGHT (*Norm and Action*, p. 90) et le sens fort de la proposition modale normative. La proposition «Il est permis à A de faire C et il est défendu à B d'empêcher A de faire C — selon la norme N» peut être prise aussi bien au sens fort (supposant que la norme N est en vigueur) qu'au sens faible.

(¹⁴) Voir: Z. ZIEMBA: *Logika deontyczna...* p. 87-105. Cf. l'opinion de G. H. von WRIGHT, formulée en 1968 (*The Logic of practical discourse*, p. 149-150). Voir aussi: J. KALINOWSKI: Théorie des propositions normatives, *Studia Logica*, t. I, 1953, p. 147-182.

a le caractère d'une tautologie de la logique déontique⁽¹⁵⁾. Mais malheureusement la technique de ces algorithmes est particulièrement compliquée et inaccessible à un juriste n'ayant pas une bonne formation de logicien.

II c

Les systèmes de la logique des normes ou de logique déontique s.s. sont parfois très largement développés, mais il est souvent difficile d'en interpréter les symboles. Les concepts de norme, de proposition modale normative, d'expression ayant un caractère impératif, ne sont pas clairs et nets. Les uns identifient les normes aux seules expressions impératives, les autres les identifient à des propositions modales normatives. La notion de norme de comportement est assez vague. On discute du caractère normatif ou non-normatif des directives techniques, etc. Donc le caractère sémiotique des énoncés qui entrent en jeu, en qualité de prémisses, n'est pas toujours tout à fait clair.

Dans la pratique des raisonnements juridiques, on identifie souvent les dispositions légales avec les normes juridiques, ce qui cause beaucoup de malentendus: par exemple, on parle de «normes permisives», on identifie les normes qui attribuent une compétence législative (c'est-à-dire les normes qui ordonnent aux sujets soumis au pouvoir de celui qui reçoit une telle compétence de réaliser les comportements commandés par les normes établies par ce dernier) avec les énoncés qui constatent seulement que cette activité n'est pas défendue (est permise) à un sujet recevant la compétence législative⁽¹⁶⁾. L'action d'établir telles ou telles normes peut être, elle-même, ordonnée ou seulement permise (indifférente) au législateur ou même, tout à fait exceptionnellement, être défendue à un

⁽¹⁵⁾ Par ex. il est possible d'utiliser les méthodes algorithmiques dans certains systèmes construits par G. H. von WRIGHT, surtout dans son Old System de 1951.

⁽¹⁶⁾ Cf. G. H. von WRIGHT: An Essay in Deontic Logic..., p. 91-92, 94.

sujet qui reçoit une compétence législative. Mais c'est un autre problème que celui de la norme attribuant une compétence législative et par cela ordonnant aux sujets soumis à cette compétence de suivre les directives de législateur.

Ainsi une des conditions préalables à l'utilisation des théorèmes de la logique des normes ou de la logique déontique, est de formuler des prémisses ayant le caractère d'une norme ou d'une proposition modale normative. Il n'est pas possible de construire une logique des dispositions légales sans les avoir interprétées auparavant, sans décoder les normes qui sont chiffrées dans ces dispositions, — de même qu'il est impossible de construire la logique des propositions, au sens grammatical de ce terme, sans les avoir interprétées, auparavant, sans les avoir transformées en propositions au sens logique de ce terme, c'est-à-dire en propositions descriptives univoques. La plupart des dispositions légales, par exemple, et surtout, dans le droit civil, ne ressemblent pas, même par leur structure, à une norme de comportement, c'est-à-dire un énoncé qui ordonne à un sujet de réaliser tel ou tel comportement dans une situation déterminée.

Les théorèmes de la logique déontique peuvent donc fonder les règles d'inférence utilisées dans les raisonnements juridiques normatifs (c'est-à-dire concernant les normes ou propositions modales normatives), mais les prémisses de ces raisonnements doivent être formulées d'une façon qui convient à la structure et au caractère de ces théorèmes. Une tâche mal formulée n'est pas réalisable.

II d

Dans le cadre d'un raisonnement déductif, seules des prémisses bien fondées donnent des conclusions bien fondées.

Dans les raisonnements juridiques, on s'intéresse surtout aux normes en vigueur et aux propositions modales normatives prises au sens fort, c'est-à-dire aux propositions dans lesquelles on constate que tel ou tel comportement est ordonné (défendu, permis...) par une norme considérée comme étant en vigueur

dans le système juridique considéré. On rencontre ainsi le problème du bon fondement de la thèse que telle ou telle norme a une valeur obligatoire dans un système juridique. Cette thèse est bien fondée si, selon la doctrine des sources du droit acceptée dans le système de ce pays, la norme en question est en vigueur, c'est-à-dire (abstraction faite des sources du droit non écrites) qu'elle est une norme établie conformément à des dispositions légales (qui sont interprétées, décodées, selon les règles d'interprétation admises dans cette doctrine) ou qu'elle est inférée d'une telle norme selon les règles d'inférence acceptées dans cette doctrine. Ces règles d'inférence ne sont pas seulement les règles de raisonnement déductif basées sur les théorèmes de la logique des normes ou de la logique déontique s.s., qui ne concernent que la structure formelle des normes, mais aussi, et peut-être le plus souvent, les règles qui concernent le lien matériel du contenu des normes en question (par exemple les règles qui s'appuient sur le lien instrumental entre deux normes, si la réalisation de la seconde norme est un moyen nécessaire à la réalisation de la première).

Les règles d'interprétation et les règles d'inférence, qui constituent, on le voit, des éléments essentiels de chaque doctrine des sources du droit⁽¹⁷⁾, sont le plus souvent vagues et imprécises (par exemple les règles d'interprétation telles que l'*analogia legis* et les règles d'inférence telles que l'*analogia iuris*). Parfois donc les doutes sur le bien-fondé de la conclusion d'un raisonnement juridique sont causés non par une faute de logique, mais par une pétition de principe.

En outre, les raisonnements juridiques ont parfois plusieurs prémisses enthymématiques, de caractère descriptif aussi bien que normatif, qui ne sont pas prises en considération lorsqu'on veut reconstruire le schéma formel d'un tel raisonnement. Le

⁽¹⁷⁾ Cf. A. Ross: *On Law and Justice*, Stevens & Sons, London 1958, p. 75 et suiv.; Z. ZIEMBIŃSKI; Kilka uwag metodologicznych o koncepcjach zdrojów prawa (résumé: Quelques remarques méthodologiques sur la «théorie des sources du droit»), *Ruch Prawniczy, Ekonomiczny i Socjologiczny* nr. 2/1967, p. 87-97.

fondement de ces prémisses reste alors en dehors du contrôle conscient.

II e

C'est une faute méthodologique que de s'appuyer sur des prémisses qui ont des conséquences contradictoires. Un système de droit a, en principe, le caractère d'un système dynamique des normes. La doctrine juridique a tendance à accepter la fiction que les normes d'un système juridique sont établies par un «législateur rationnel»⁽¹⁸⁾ et que «selon la volonté du législateur» il faut éliminer la possibilité d'une contradiction quelconque entre les normes du système. On accepte donc les règles d'interprétation des dispositions légales qui obligent à refuser toute interprétation qui admettrait des normes contradictoires dans le système⁽¹⁹⁾. Mais malgré cela, il est parfois tout à fait clair que les législateurs réels établissent des dispositions qui contiennent des normes évidemment contradictoires ou des normes dont les conséquences, conformément à des théorèmes indubitables de la logique des normes ou de la logique déontique, sont contradictoires. Ainsi, il arrive parfois qu'on ne veuille pas admettre des conséquences logiques tout à fait évidentes d'une norme acceptée auparavant.

Dans des situations pareilles, au lieu de critiquer les prémisses du raisonnement en question, on critique parfois le schéma de raisonnement et on déclare qu'il faut «répudier le formalisme insensible de la logique». C'est une critique aussi absurde que le serait la critique d'une machine à calculer qui

(18) Voir p. ex. L. NOWAK: Próba metodologicznej charakterystyki prawoznawstwa (summary: An Essay in the Methodological Character of Jurisprudence), *Prace Wydziału Prawa UAM* nr. 38, Poznań 1968, p. 67 et suiv.

(19) Voir p. ex. J. WRÓBLEWSKI: Zagadnienia teorii wykładni prawa ludowego (summary: Problems of the Theory of the Interpretation of People's Law), Wyd. Prawnicze, Warszawa 1959, p. 298. Voir aussi: L. NOWAK: O założeniach i regulach interpretacji tekstu prawnych (summary: About premises and rules of interpretation of legal text), *Studia Metodologiczne* t. 6, UAM Poznań 1969, p. 165.

aurait présenté «avec un formalisme insensible» un résultat indésirable.

III

Les considérations qui précèdent nous permettent de conclure que la logique des normes ou une logique déontique bien construite peut parfois être utile pour la pratique des raisonnements juridiques, mais que plusieurs conditions préalables doivent être réalisées pour permettre aux juristes de profiter des théorèmes de cette logique.

1° Il faut surtout perfectionner les systèmes qui fondent les raisonnements qui concernent les normes générales ou propositions modales normatives de caractère général.

2° Il faut perfectionner l'analyse sémiotique des expressions non-descriptives, ce qui est nécessaire pour éviter des malentendus sur le caractère des prémisses d'un raisonnement juridique en question.

3° Il faut perfectionner la langue des dispositions légales, reconstruire de façon rationnelle les règles traditionnelles selon lesquelles on code et on décide les normes juridiques univoques, dans la mesure où c'est possible dans la langue courante. En particulier, il faut élaborer les principes de traduction des expressions qui concernent les modalités juridiques plus compliquées (compétences, pouvoirs, droits subjectifs, etc.) dans une langue unifiée des modalités normatives élémentaires⁽²⁰⁾. Suite à la réalisation de ces exigences, on pourra formuler les prémisses des raisonnements juridiques d'une façon qui rende possible l'application des schémas de la logique déontique.

4° Pour rendre possible les raisonnements juridiques concernant le caractère normatif de tel ou tel comportement au point de vue d'un système de droit en vigueur, il faut auparavant préciser d'une façon assez minutieuse la doctrine des sources de droit de ce système, en particulier préciser les règles

⁽²⁰⁾ Cf. Z. ZIEMBICKI: Próba uporządkowania podstawowego słownictwa prawniczego, *Studia Logica* t. XV, Poznań 1964, p. 261-269.

permettant d'éliminer les conflits entre les normes du système ou entre les conséquences de ces normes, les règles selon lesquelles lorsqu'on rencontre des normes incompatibles, on attribue valeur obligatoire aux unes et on rejette les autres.

Il faut ajouter que l'exigence des prémisses du raisonnement juridique et le fait d'utiliser les théorèmes de la logique des normes ou de la logique déontique s.s. n'entraînent pas nécessairement la rigidité et le «formalisme insensible» dans l'application de la loi. On peut formuler d'une façon suffisamment univoque et précise les normes qui ordonnent aux sujets auxquels elles sont adressées de réaliser un comportement d'un certain type sans indiquer de choix concret, laissant une place aux évaluations et aux préférences de ces sujets. Par exemple, une norme sanctionnante accorde d'habitude manifestement une certaine liberté dans le choix de la décision au sujet (organe de l'Etat) qui est obligé de sanctionner les cas de désobéissance à une norme sanctionnée. Je crois qu'au point de vue du principe de légalité, il vaut mieux établir des normes qui d'une façon manifeste, mais à la fois claire et nette, laissent une place aux évaluations du juge, que de cacher ce phénomène par l'admission de règles d'interprétation et de règles d'inférence très vagues et imprécises.

Les règles d'inférence fondées sur les théorèmes de la logique constituent un argument fort lorsqu'on discute si telle ou telle norme est en vigueur dans un système juridique ou si tel ou tel comportement est ordonné (défendu, permis...) par les normes de ce système. Mais il faut se rendre compte de ce que les législateurs ont la compétence de changer les éléments du système juridique et, pour la jurisprudence, ce ne sont pas les conclusions tirées des normes établies auparavant, mais les nouvelles décisions de l'organe législatif qui ont la force décisive. «L'autorité intervient plus lourdement que les raisons».

Il y a aussi des règles d'inférence qui, au moins à première vue, ne peuvent pas être formalisées dans la langue d'un des systèmes de la logique des normes ou de la logique déontique s.s., ou alors les schémas formels de ces raisonnements doivent être si compliqués, qu'au point de vue de la pratique

juridique traditionnelle ils sont peu utiles. Je crois que le progrès des recherches logiques nous permettra de diminuer le nombre de règles d'inférence qui sont ainsi qualifiées. Peut-être quelques-unes de ces règles, qu'on estime aujourd'hui n'être pas déductives et ne permettre de formuler que des conclusions assez contestables, seront à l'avenir, grâce à ces recherches, considérées comme fondées sur des théorèmes de la logique déontique. Ce sera peut-être possible après une reconstruction plus minutieuse du schéma utilisé dans le cas discuté, par exemple après avoir pris en considération les prémisses enthymématisques de ces raisonnements.

Quelle est donc aujourd'hui l'importance réelle de la logique déontique sensu largo pour la jurisprudence théorique ou pratique ?

C'est une constatation tout à fait banale que les juristes raisonnent inconsciemment selon des règles d'inférence correspondant souvent à des théorèmes de la logique déontique. Mais les systèmes de logique déontique nous donnent la possibilité d'éliminer certaines règles d'inférence regardées comme déductives bien qu'elles ne soient pas basées sur une tautologie logique (évidemment — s'il s'agit de systèmes de logique formulés dans un vocabulaire comparable avec le vocabulaire de la langue courante des juristes).

Si quelqu'un voulait confier le devoir de reconstruire, à un moment donné, le système complet des normes juridiques en vigueur dans un pays (ou le système correspondant de propositions modales normatives) à une machine à calculer ayant la possibilité d'entreprendre un programme aussi étendu, il devrait se rendre compte qu'il est nécessaire non seulement de formuler ce programme dans une langue univoque (sans négliger la formation explicite de toutes les intuitions déguisées dans les mots de la langue courante) mais aussi les règles concernant les opérations d'inférence, même les plus banales, — et c'est pourquoi il faudrait connaître le caractère logique de leurs schémas formels. Evidemment il faudrait en outre enregistrer dans un tel programme les évaluations et les préférences, les connaissances concernant le lien causal entre les comportements humains et leurs effets, etc.

Aujourd'hui la logique déontique a surtout une grande importance théorique pour les études sémiotiques concernant les expressions normatives de toute sorte. Le progrès de la logique déontique se réalise en grande partie par cela, qu'on trouve des théorèmes qui ont un caractère contraire aux intuitions liées à l'usage de la langue courante. La solution de ces paradoxes de la logique déontique peut nous aider à mieux analyser la langue du système juridique et à clarifier davantage les concepts juridiques (²¹). Par exemple, le paradoxe de M. Alf Ross nous a permis de comprendre la différence entre une obligation alternative permettant de choisir le comportement ordonné (au moins un parmi deux) et une obligation sans possibilité de choix (²²). Parfois, on est obligé de constater que les intuitions liées à la langue courante des juristes ne sont pas cohérentes et que si on veut en prendre certaines en considération, on tombe alors dans les paradoxes, faute de ne pas prendre en considération d'autres intuitions de la langue courante (²³).

Il faut enfin souligner, qu'il existe aussi d'autres types de raisonnements juridiques, concernant par exemple des jugements de fait et que dans ce domaine le problème de l'application des théorèmes de la logique déontique n'a qu'une importance indirecte.

Université de Poznań

Zygmunt ZIEMBIŃSKI

(²¹) Voir: Z. ZIEMBA: Paradoksy logiki deontycznej, *Państwo i Prawo* nr. 1/1968, p. 45-56.

(²²) En particulier: T. KOTARBINSKI: Zagadnienie racjonalności rozumowań rozkaznikowych, *Studia Filozoficzne* nr. 2/1966, p. 56 et suiv.; J. WOLENSKI: O tzw. paradoksie Alfa Rossa w logice norm, *Studia Filozoficzne* nr. 1/1966, p. 53 et suiv.; G. H. von WRIGHT: An Essay in Deontic Logic..., p. 21-22.

(²³) Voir p. ex. G. H. von WRIGHT, *op. cit.*, p. 32-33.

DISCUSSION

M. A. PECZENIK

I. Professor Weinberger said that the inference scheme:

$$(1) \quad \frac{O(p \ \& \ q)}{Op, \ Oq}$$

is counterintuitive. To the premise:

$$(2) \quad O(p \ \& \ q)$$

one can add two additional ones:

$$(3) \quad \text{if } \sim p, \text{ then } O \sim q,$$

$$(4) \quad \sim p.$$

There is no logical contradiction between those premises. For example, there is no contradiction between the following premises: «keep the prescribed level of water in the kettle and heat the kettle», and, «if the water has not reached the prescribed level, do not heat the kettle», and, «the water has not reached the prescribed level».

From the premises:

$$(5) \quad O(p \ \& \ q), \text{ if } \sim p, \text{ then } O \sim q, \ \sim p$$

follows the conclusion $O \sim q$. Now, if we accept the inference scheme (1), then from the premises (5) follows: $Op, Oq, O \sim q$. This means that from the compatible, not contradictory premises one can derive contradictory conclusions. Professor Weinberger argues that in order to avoid this difficulty, one must reject the inference scheme (1).

I think, however, that there is also the second way out. Namely, it is by no means obvious that the premises

$$(5) \quad O(p \ \& \ q), \text{ if } \sim p, \text{ then } O \sim q, \ \sim p$$

are logically compatible. If they are, then also the norms

$$(6) \quad O(p \ \& \ q), \ O \sim q$$

must be compatible, as well. Otherwise, one would be bound to reject the inference:

If $\sim p$, then $O \sim q$

$$\frac{\sim p}{O \sim q}$$

But is (6) really not contradictory? For example, is there really no contradiction between the norms «keep the prescribed level of water in the kettle and heat the kettle», and «do not heat the kettle»? I think that such an assumption is at least equally counter-intuitive as the inference scheme (1).

The most promising way out of those difficulties seems to be the following one. We must admit that the intuitive meaning of $O(p \& q)$ is unclar. Next, we must decide what is better: (a) to interpret $O(p \& q)$ in such a way that it is equivalent to $O(p \& Oq)$, or (b) to interpret $O(p \& q)$ in such a way that it is equivalent to $O(p/q) \& O(q/p)$. If one chooses version (a), one can accept the traditional deontic logic but must discuss Professor Weinberger's example. If one chooses version (b), one must reject the traditional deontic logic and construct the new one (which is very difficult) and — one still must discuss the same example, only in the slightly modified version (6). Therefore, version (a) seems to be easier to accept.

II. Professor Weinberger mentioned the question of Free Choice Permission. What is intuitive, to assume:

$$P(p \vee q) = (Pp \vee Pq),$$

or to assume:

$$P(p \vee q) = (Pp \& Pq) ?$$

In order to answer this question I suggest to ask what does it mean in the ordinary language that $(p \vee q)$ is permitted. For example, what does it mean that I am permitted to smoke or drink? It seems that then I am permitted to create the state of affairs described by the statement «I smoke or I drink». But this is ambiguous. It can mean:

(a) I am permitted to create the above state of affairs in any

possible way. I am permitted to do anything making the statement «I smoke or I drink» true. So I am permitted to smoke. And I am permitted to drink. In this sense:

$$P(p \vee q) \equiv (Pp \& Pq).$$

(b) But my permission to create the mentioned state of affairs can mean that I am permitted to make the statement «I smoke or I drink» true in one of possible ways, further not specified. So I am permitted to smoke or I am permitted to drink. In this sense:

$$P(p \vee q) \equiv (Pp \vee Pq).$$

Generally speaking, $P(p \vee q)$ has two meanings:

(a) First, this can mean that everything that makes $(p \vee q)$ true is permitted. It is permitted to create any truth-condition of $(p \vee q)$. Now, $(p \vee q)$ is true when $p \& \sim q$. So $P(p \& \sim q)$. And $(p \vee q)$ is true when $p \& q$. So $P(p \& q)$. And $(p \vee q)$ is true when $\sim p \& q$. So $P(\sim p \& q)$.

(b) The second meaning of $P(p \vee q)$ is that something that makes $(p \vee q)$ true is permitted. It is permitted to create some truth-condition of $(p \vee q)$. So $(P(p \& \sim q)) \text{ or } P(p \& q) \text{ or } P(\sim p \& q)$.

The interpretations (a) and (b) seem to be equally intuitive and, when constructing a deontic system, one must choose between them. But this requires one additional comment, that I owe to Professor Weinberger. Namely, the interpretation (a) is logically inconsistent in the case of duty (O). $O(p \& \sim q) \& O(\sim p \& q)$ is contradictory, while the similar P -expression is not.

III. The above analysis of Free Choice Permission can be applied to the question of Ross's Paradox. Deontic systems based on analogies with Modal Logic accept the inference:

$$\frac{Op}{O(p \vee q)}$$

Alf Ross called this inference paradoxical and Professor Weinberger added to this the following arguments. Let us as-

sume that Op and $\sim p$. These premises are not logically contradictory. Then, if we accept the above-mentioned inference, we must say that there is a duty $O(p \vee q)$ that can be fulfilled only by making true q (because making true p is impossible). In his written report presented before this meeting Professor Weinberger asks: «Heisst das etwas anderes als 'q is geboten (Oq)'? Man kommt also, wenn man aus Op $O(p \vee q)$ folgert und p nicht erfüllt wird, d.h. $\sim p$ wahr ist, zur Schlussfolgerung 'q is geboten'. Dies ist aber eklatant paradox».

I do not believe that Professor Weinberger accepts — within the discussed system of deontic logic — the inference:

$$O(p \vee q)$$

$$\sim p$$

$$\frac{}{Oq}$$

I feel that he rather wanted to present a sort of informal explanation. But even then, this explanation is difficult to agree with. I do not believe that any change of reality (e.g. the fact that p has been made true) can change duties. There is the logical "gap" between Is and Ought. Therefore, if the inference:

$$O(p \vee q)$$

$$\frac{}{Oq}$$

is obviously incorrect, one cannot change this by adding any descriptive premises, like $\sim p$. And I think that this «gap» between Is and Ought must be taken into account not only within formal calculi of Deontic Logic but also in informal explanations. New facts can lead to new duties only if one of the norm-premises explicitly says it. E. g., the inference:

$$O(p \vee q)$$

$$\sim p$$

$$\frac{O[O(p \vee q) \& \sim p \rightarrow Oq]}{Oq}$$

seems to be intuitive in the similar sense as Hintikka's Deontic Implication.

Now, I wish to present an alternative answer to the question:

Why do lawyers feel that Ross's Paradox is really paradoxical? This answer does not assume that Professor Weinberger's solution is incorrect. The so-called ordinary intuitions can have more than one cause.

Let us introduce the symbol O' . This symbol means: «let it be so that... is a fulfilment of a duty». $O'p$ means: «let it be so that p is a fulfilment of a duty». $O'(p \vee q)$ means: «let it be so that $(p \vee q)$ is a fulfilment of a duty». This can — quite analogically with our analysis of $P(p \vee q)$ — mean two things. *Interpretation 1*: «let it be so that $p \& \sim q$ is a fulfilment of duty or let it be so that $\sim p \& q$ is a fulfilment of a duty or let it be so that $p \& q$ is a fulfilment of a duty». Or — *interpretation 2*: «let it be so that $p \& \sim q$ is a fulfilment of a duty and let it be so that $\sim p \& q$ is a fulfilment of a duty and let it be so that $p \& q$ is a fulfilment of a duty. The second interpretation — unlike in the case of the normal Op — seems to be logically consistent. If we choose this interpretation then $O(p \vee q) \equiv O'p \& O'q$. If so, one cannot assume:

$$\frac{O'p}{O'(p \vee q)},$$

because this leads to:

$$\frac{O'p}{O'q}$$

which is absurd.

I suspect that some lawyers — more or less consciously — interpret Op like $O'p$ and, besides, assume the Interpretation 2 of $O'(p \vee q)$, what under the sanction of accepting the above-mentioned absurdity leads them to rejecting of the inference:

$$\frac{Op}{O(p \vee q)}$$

May be, by making the above distinctions clear, we can change their intuitions.

M. O. WEINBERGER

Ich bin sehr froh, daß mein lieber Kollege Professor Peczenik sich die Mühe unterzogen hat, zu meinem Beitrag Überlegungen vorzulegen, die das thematische Feld meines bescheidenen Exposés bei weitem überschreiten und viel Interessantes bringen. Ich bin froh, ihn zu diesen Darlegungen angeregt zu haben.

Es scheint mir nun zweckmäßig in meiner Antwort auch etwas weiter auszuholen, um die Problematik besser zu klären, einige Mißverständnisse zu beheben und schließlich um auch zu einigen Fragen Stellung zu nehmen, über die er spricht und die in meinem Exposé nicht behandelt wurden.

1. In den üblichen deontologischen Systemen wird der Inhalt von Normsätze durch Erfüllungsfunktionen in Anlehnung an den Inhalt von Aussagesätzen gestaltet. Die Bedeutung von 'Op' wird so festgesetzt, daß man 'Op' als jenen Satz ansieht, der dann und nur dann erfüllt ist, wenn der p gebietende Satz erfüllt ist, d.h. wenn der Aussagesatz ' p ' wahr ist.

2. Meine Überlegungen über das Ross'sche Paradox und über die Schlußweise 'aus $O(p \& q)$ folgt Op, Oq' haben offensichtlich den Charakter metasystematischer Überlegungen, was unzweideutig daraus hervorgeht, daß sie in Untersuchungen über die Anwendbarkeit solcher Systeme im Recht eingegliedert sind; ferner aus der Tatsache, daß ich die eine der Prämissen 'Wenn $\sim p$, soll $\sim q$ sein' in nationalsprachlicher Formulierung ausgedrückt habe und sogar angemerkt habe, daß ich die intrasystematische Ausdrucksweise dieses Satzes durch ' $\sim p \rightarrow O\sim q'$ als problematisch vermeide.

3. Es unterliegt keinem Zweifel, daß die beiden diskutierten Schlußweisen in den besprochenen Systemen gelten. Sie werden von mir nicht etwa als «Rechenfehler» im System kritisiert. Sie sind unvermeidlich, wenn man die semantische Grundlage dieser Systeme zur Basis der Folgerungstheorie macht. Man kann die gedankliche Basis dieser Folgerungsweisen folgendermaßen bestimmen: Sie sind Folgerungen, welche in der durch die Prämissen bestimmten deontisch perfekten Welt gelten. Es ist nun aber gerade die Frage, ob das die der methodologischen

Situation des juristischen Denkens (des normativen Denkens überhaupt) entsprechende Deduktionsgrundlage ist.

Ich habe nie daran gezweifelt — und wer könnte es — daß Op nur in so einer Welt erfüllt sein kann, in der ' $p \vee q$ ' wahr ist (also der Normsatz ' $O(p \vee q)$ ' erfüllt ist, was dasselbe ist) und daß ' $O(p \& q)$ ' nur in so einer Welt erfüllt sein kann, in der ' p ' wahr ist und ' q ' wahr ist, d.h. in denen die Normsätze ' Op ' und ' Oq ' erfüllt sind.

Ich wollte durch meine Analyse der zwei Beispiele gerade in Frage stellen, ob diese Fundierungsweise der normenlogischen Schlußweise zu Recht besteht, dem Gebiet des Normativen entspricht, in dem die Diskrepanz zwischen Sein und Sollen zu seinen Wesenszügen gehört. Hier muß immer mit der Nicht-Erfüllung gerechnet werden, d.h. damit, daß die tatsächliche Welt von der deontisch perfekten Welt abweicht (*).

Sind normative Schlußfolgerungen aus normativen Prämissen als normenlogische Schlußfolgerungen anzuerkennen, die dann und nur dann begründet sind, gelten, wenn die Welt deontisch perfekt ist?

' $O(p \& q)$ ' — und ' Op ', ' Op ' bestimmen dieselbe deontisch perfekte Welt, man kann nicht ' $O(p \& q)$ ' erfüllen, ohne ' Op ' ' Oq ' zu erfüllen, man verletzt ' $O(p \& q)$ ' gerade dann, wenn man wenigstens einen der Normsätze ' Op ', ' Oq ' verletzt.

Was den von Alf Ross krisierten Schluß betrifft, kann auch keine deontisch perfekte Welt in bezug auf ' Op ' existieren, die nicht auch deontisch perfekt in bezug auf ' $O(p \vee q)$ ' wäre. Die Umkehrung gilt hier aber nicht: ' $O(p \vee q)$ ' kann sehr wohl erfüllt sein, ohne daß ' Op ' erfüllt ist, nämlich wenn ' $q \& p$ ' wahr ist.

Die üblichen Schlußweisen der deontischen Logik sind Schlußweisen der deontisch perfekten Welt. Meine Fragestellung geht nun allgemein dahin — im Text nur an Beispielen ausgedrückt —, ob diese Folgerungen auch dann gelten, wenn wir mit der möglichen Diskrepanz zwischen der faktischen und der deontisch perfekten Welt rechnen. So kommen wir, not-

(*) Vgl. WEINBERGER, O., Der Begriff der Nicht-Erfüllung und die Normenlogik, Ration (in Druck).

wendigerweise, zur Frage, ob ' O^p ' als logisch begründet erscheint, wenn ' $O(p \& q)$ ', als Prämissen vorausgesetzt wird. Bei Nicht-Erfüllung eines Teils des Gebots (z.B. bei Nicht-Erfüllung von p) — und dies ist doch möglich und wird durch die gegebene Prämissen ' $O(p\&q)$ ' logisch nicht ausgeschlossen — ist die Realisation von q keine Gebotserfüllung.

Das konkrete Beispiel vom Wasserstand im Kessel und seiner Heizung sollte zeigen, daß die Teilgebote von ' $O(p \& q)$ ' durchaus nicht jedes allein gefordert sein müssen, wenn das komplexe und — Gebot gilt, daß sogar — bei Nicht-Befolgung eines Teils, der andere Teil verboten sein kann. Für die reale Welt, welche die Möglichkeit (nicht die Erlaubtheit, sondern bloß die Tatsache) einer Gebotsverletzung zuläßt, gilt das aus ' $O(p \& q)$ ' abgeleitete Teilgebot nur unter der Bedingung, daß das andere Teilgebot realisiert wird.

4. Das Paradoxe an der Schlußweise 'aus O^p folgt $O(p \vee q)$ ' hat denselben Ursprung. In dem Bereich der deontisch perfekten Welt ist an dieser Folgerung nichts paradoxes. Wird aber die Prämissen ' O^p ' nicht befolgt — und das wird durch die Setzung einer normativen Prämissen nicht ausgeschlossen —, dann führt der gefolgerete Normsatz dazu, daß man das Gebot $O(p \vee q)$ durch q und nur so erfüllen kann. Wenn man also ein gegebenes Gebot ' O^p ' nicht erfüllt, werden alle Gebote von der Form ' $O(p \vee q)$ ' geboten sein — hierbei ist ' p ' der Inhalt der Prämissen (eine relative Konstante) ' q ' nimmt aber jeden denkbaren Wert an. Laut Voraussetzung, daß ' O^p ' nicht erfüllt ist, kann auch ' $p \vee q$ ' nur durch Realisation von q wahr gemacht werden. Erfüllt man also ein Gebot nicht, wird man genötigt, um die gefolgerten Gebote zu erfüllen, alles nur denkbare zu tun, man muß z.B. gleichzeitig ' $O(p \vee r)$ ' und ' $O(p \vee \sim r)$ ' erfüllen, also sowohl r als auch $\sim r$ realisieren. Soweit man die Welt der deontischen Perfektion im Auge hat, ist alles in Ordnung, wenn ein Gebot gilt, daß ein gewissen Zustand p sein soll, dann gilt auch daß der abgeschächte, daß der Zustand $p \vee q$ sein soll. Doch in der realen, deontisch nicht perfekten, Welt erlangen wir ein universelles — also nicht erfüllbares Sollen. (Die deontisch perfekte Welt kann aus der nicht perfekten nicht mehr hergestellt werden).

5. Der ganze Sinn meiner Überlegung über die kritischen Folgerungen liegt in dem Hinweis, daß die Semantik der Normsätze die für das normative Gebiet wesentliche Möglichkeit der Nicht-Erfüllung nicht übersehen darf. Es erscheint zweifelhaft, ob das normative Denken mit dem sich auf die deontisch perfekte Welt beziehenden Folgerungen arbeiten kann.

6. Wenn Professor Peczenik die Problematik dadurch zu lösen versucht, daß er in (5) meines Textes schon einen logischen Widerspruch sieht, ist dies ein vollkommenes Mißverständnis. Es geht um die Frage, ob die beiden Sätze (nur diese zwei) ' $O(p \ \& \ q)$ ' und 'Wenn $\sim p$, soll $\sim q$ sein' [(3) und (4) meines Textes], welche ich zusammen mit ' Sn ' bezeichnet habe, einen Widerspruch enthalten, und das ist offenbar nicht der Fall. (Nach den üblichen Konzeptionen sind sie in deontisch perfekten Welten zusammen erfüllbar).

Es wird allgemein anerkannt — und Professor Peczenik wird wohl auch nicht anderer Meinung sein — daß ein Aussagesatz mit Normsätzen nicht in logischen Konflikt stehen kann. Deswegen kann zu Sn der Aussagesatz ' $\sim p$ ' hinzugenommen werden. $Sn, \sim p$ (also die 3 Prämissen ' $O(p \ \& \ q)$ ', 'Wenn $\sim p$, dann $\sim q$ ', ' $\sim p$ ') sind widerspruchsvoll, obwohl Sn widerspruchsfrei ist und obwohl die Hinzufügung von ' $\sim p$ ' keinen Widerspruch mit sich bringen kann.

Professor Peczenik hat hier den Nervus probandi nicht erfaßt.

Auch ich halte natürlich ' $O(p \ \& \ q)$ ' und ' $O \sim p$ ' für widerspruchsvoll, das ist aber durchaus kein Einwand gegen meine Argumentation: habe ich doch gerade damit argumentiert, daß die 3 Prämissen einen Widerspruch enthalten, nicht aber die zwei in Sn zusammengefaßten.

7. Ich kann Prof. Peczenik nicht zustimmen, daß ' $O(p \ \& \ q)$ ' eine unklare Bedeutung hat, daß diese a) mit $O(p \ \& \ q)$ oder aber b) mit $O(p/q) \ \& \ O(q/p)$ angegeben werden kann. Die Bedeutung von ' $O(p \ \& \ q)$ ' ist als Erfüllungsfunktion exakt bestimmt. Die Äquivalenz von ' $O(p \ \& \ q)$ ' mit ' $O(p \ \& \ q)$ ', resp. die gegenseitige Ableitbarkeit fußt auf der oben dargelegten Semantik und der Anwendung der deontisch perfekten Welten als Grundlage der Folgerungstheorie.

Die Interpretation b) ist ein Novum. Sie hat jedenfalls mit meinen Darlegungen nichts zu tun. Von so einer Äquivalenz habe ich nie gesprochen und halte sie für Unsinn. [Die abgeschwächte Folgerungsregel aus $O(p \& q)$, die ich angeführt habe, könnte bestenfalls zur Implikation, nicht zur Äquivalenz führen. Die Implikation gibt jedenfalls allein keine Grundlage für die Bedeutungsbestimmung des Antecedens].

8. Über Professor Peczeniks Analysen der Erlaubnis von disjunktiven Inhalt $P(p \vee q)$, möchte ich aus zwei Gründen hier nicht ausführlich sprechen: ich habe in meinem Exposé darüber nichts Meritorisches behauptet; ich habe ein fertiges Manuskript über den Erlaubnisbegriff in der deontischen Logik, in dem ich über die Fragen auf breiterer Basis spreche. Hier nur eine Bemerkung: Seine Darlegung ist nicht überzeugend: (1) Unklarheit der Bedeutung von ' $P(p \vee q)$ ', intuitiv gleiche Plausibilität seiner Alternativen a) und b) sind nur Zeichen ungenügender semantischer Analyse, von der die Untersuchung der logischen Beziehungen dieser Ausdrücke ausgeht. (2) ' $P(p \vee q)$ ' kann durch äquivalente Umformung in ' $P[p \& q] \vee (p \& \sim q) \vee v(\sim p \& q)$ ' verwandelt werden. Man darf also genau das machen, was den Ausdruck in den eckigen Klammern wahr macht, d.h. $p \& q$; $p \& \sim q$; $\sim p \& q$. Dem entspricht (a). Gibt man $P(p \vee q)$ die Bedeutung (b), wäre dies eine sehr schwache Erlaubnis, die auf die Frage, ob man auf Grund von $P(p \vee q)$ p , q , $p \& q$, $p \& \sim q$, $\sim p \& q$ machen darf, keine Antwort gibt. (3) Wenn man aus $P(p \vee q)$, wie Professor Peczenik es unter (a) macht, $P(p \& q)$, $P(\sim p \& q)$, $P(p \& \sim q)$ ableitet, ist dies wohl mit der Free-Choice-Erlaubnis nicht identisch, außer man nimmt ' $P(p \& q)$ ' als zerlegbar in ' Pp ', ' Pq ' an; dann folgt aus $P(p \vee q)$: Pp , Pq , $P\sim p$, $P\sim q$, also alles.

9. Eine wichtige Frage schneidet Professor Peczenik mit der These an, daß keine Veränderung der Realität Pflichten verändern könne. Seine These, die weder klar noch einleuchtend ist, begründet er mit dem Hinweis auf die Kluft («gap») zwischen Sein und Sollen. Eine sehr befremdliche These, die ich noch bei keinem Autor in dieser Weise vorgefunden habe und die keineswegs aus der semantischen Abtrennung von Sein und Sollen, oder aus der These der Unableitbarkeit von Sein aus

Sollen und von Sollen aus Sein folgt. Wenn die Unableitbarkeitsthese nicht bloß in Schlagwortform auftritt, wird immer gesagt, daß Aussagesätze nicht aus Prämissen folgen, unter denen keine Aussagesätze sind, und daß Normsätze nicht aus Prämissen ableitbar sind, unter denen nicht wenigstens ein Normssatz auftritt. Niemand hat behauptet, daß es keine Schlußfolgerungen aus gemischten Prämissen — d.h. solchen, welche sowohl Aussagesätze als auch Normsätze enthalten — gibt. Daselbe meint man auch, wenn man diesen Grundsatz kurz in Schlagwortform ausdrückt. Es geht hier gar nicht um die Frage, ob aus ' $O(p \vee q) \sim p' 'Oq'$ gefolgert werden kann, sondern um die ganz allgemeine Frage, ob indikative Prämissen in relevanter Weise normative Folgerungen mitbestimmen. Da kann ich mir kaum vorstellen, daß ein Jurist daran zweifeln würde, daß Tatsachenfeststellungen für die normativen Folgerungen, also für die Pflichten, grundsätzlich nicht relevant sein sollten.

10. In Peczeniks Versuch durch Einführung eines neuen Symbols ' O' mit neuer Interpretation und neuen Regeln (also eigentlich eines neuen Kalküls) das Gefühl mancher Juristen zu erklären, daß die Schlußweise 'aus $O p$ folgt $O(p \vee q)$ ' paradox ist, ist es für mich ganz unverständlich, wie aus der Interpretation 2 von $O'(p \vee q)$ «let it be so that $p \& \sim q$ is a fulfilment of duty and let it be so that $\sim p \& q$ is a fulfilment of a duty and let it be so that $p \& q$ is a fulfilment of a duty» was man in seiner Symbolik schreiben müßte:

$$O'(p \vee q) \equiv O'(p \& \sim q) \& O'(\sim p \& q) \& O'(p \& q) —$$

$O'(p \vee q) \equiv O' p \& O' q$ hergeleitet werden kann. («If we choose this interpretation, then $O'(p \vee q) \equiv O' p \& O' q$ » — Aber warum? Wie kommt man zu diesem Ergebnis?).

M. B. HANSSON

I would like to make two points, one concerning Ross's paradox and one concerning the so-called free-choice permission.

As for Ross's paradox I would like to point out that a formula just as paradoxical as it is derivable from much weaker assumptions than those needed for the derivation of Ross's formula.

What makes one call a formula «paradoxical» is of course ultimately of a psychological nature. Even if one admits that «*f*» is rightly labeled «obligatory», one hesitates to put «*f v g*» under the same label if «*g*» is something bad. Now, let it be taken for granted that «*f*» is obligatory. «*f*» is always equivalent to «*f&-g v f&g*» whatever «*g*» may stand for. So if «*f*» describes an act, then «*f&-g v f&g*» describes exactly the same act and is therefore obligatory as well as «*f*». But should not the obligation to do «*f&-g v f&g*» make one just as uneasy as an obligation to do «*f v g*»? If one thinks of «*g*» as something bad and lets «*f&-g*» play the rôle of «*f*» (something good) and «*f&g*» that of «*g*», then again one faces an obligation which has the form of a disjunction of something good and something bad. But this time no use was made of any formal laws of deontic logic. Therefore Ross's paradox cannot be used as an argument against certain deontic axioms, but the solution has to be found in an examination of the relation between the formal language and the natural one.

A similar argument applies to the axiom of so-called free-choice permission:

$$P(f \vee g) \rightarrow P(f) \ \& \ P(g)$$

If one starts out from a formula «*f*», generally accepted as permitted, one can split it up into a disjunction like «*f&g v f&-g*». An application of the free-choice axiom to this disjunction yields «*P(f&g) & P(f&-g)*». So the supporter of free-choice permission has to accept that a conjunction of a permitted formula and anything whatsoever is also permitted. And this result is obtained without use of any assumptions of deontic logic, except for the one to be discussed. This is in my view reason enough to give up the idea of free-choice permission.

But one thing still needs an explanation: why does the free-choice axiom have a *prima facie* plausibility? I think that the answer to this question will also explain the uneasiness about Ross's formula. My answer is simply the observation that we often in natural language use «or» in a situation where the most straightforward formal counterpart requires the connective «&» and vice versa. If we e.g. say «all kings and queens of Europe had gathered for the celebration» we do not refer to

persons having the property of being «kings-and-queens» but instead to those being either kings or queens. And it is to be noted that this is no abuse of language. It is simply a fact that correct English usage admits a much freer use of «or» and «and» than the propositional calculus. Now I think we have to look at the «or» in «you may do this or that» in much the same way. The fact that «or» is used does not automatically mean that «v» is the proper formal counterpart. What people mean when they say «you may do this or that» is very often «I offer you the choice of doing this or doing that — you have my blessing whichever you choose». And a correct translation of this last phrase is « $Pf \& Pg$ », not « $P(f \vee g)$ ». In the same way «it is obligatory that you do this or that» very often means «I offer you a choice between this and that — you have to do one, but the choice is up to you», a phrase which is not correctly formalised as « $O(f \vee g)$ ».

M. M. MORITZ

Die Schwierigkeiten, auf welche Professor Weinberger hingewiesen hat, lassen sich überwinden, und die Probleme, welche man glaubte durch eine deontische Logik zu lösen und nur durch sie zu lösen, können auf andere Weise gelöst werden. Man kann einen (theoretischen) Syllogismus konstruieren, mit dessen Hilfe diese Probleme gelöst werden können. Ein praktischer Syllogismus (¹) ist nicht notwendig. Ich werde meine Darstellung in zwei Schritten geben: zuerst eine generelle Theorie, danach die Anwendung dieser generellen Theorie auf die juristische Urteilsbildung.

I

Wenn ein Imperativ vorliegt, kann man stets konstatieren, dass ein Imperativ vorliegt. Hat etwa Herr A ein Gebot an

(¹) Unter einem «praktischen Syllogismus» verstehe ich einen solchen Syllogismus, bei dem zumindest eine der beiden Prämissen ein «praktischer (nicht-theoretischer) Satz» ist.

Herrn B gerichtet «Gib mir das Buch X!», so kann man konstatieren, dass Herr A Herrn B geboten hat, ihm (Herrn A) das Buch X zu geben. Ich werde im folgenden eine Standardformulierung anwenden: Geb_B^A (B gibt A das Buch X). In Worten:

es ist geboten (von Herrn A dem Herrn B), B gibt A das Buch X. Wenn aus dem Zusammenhang hervorgeht, wer das Gebot erlässt und an wen es sich richtet, kann man «A» und «B» fortlassen und einfacher schreiben «Geb».

Generell hat ein (assertorischer) Imperativ die Form $\text{Geb}(p)$ wobei p ein Urteil bezeichnet. In diesem Urteil wird eine (zukünftige) Handlung des Normadressaten beschrieben.

Ausser assertorischen Imperativen gibt es auch konditionale Imperative^(*). Ein Beispiel für einen konditionalen Imperativ ist: «wenn es regnet: Gib mir das Buch!». Dass ein solcher konditionaler Imperativ vorliegt, kann natürlich ebenfalls konstatiert werden. Wenn eine Handlung in einem konditionalen Imperativ geboten ist, werde ich sagen, dass die Handlung konditional-geboten (k-geboten) ist. Dass sie k-geboten ist, soll nicht mehr bedeuten, als dass sie in einem konditionalen Imperativ geboten ist. (Warum es geeignet, ja notwendig, ist eine Distinktion zwischen «geboten» (= assertorisch-geboten) und «k-geboten» vorzunehmen, werde ich hier nicht ausführen). Ich schreibe dies so: k-Geb(p). Hier ist jedoch noch nicht gesagt, unter welcher Bedingung (*Kondition*) diese Handlung ausgeführt werden soll. Den Satz, in welchem die Kondition angegeben ist, werde ich durch «k» symbolisieren. Man könnte dementsprechend schreiben (k)k-Geb(p). Ich wähle jedoch eine andere Schreibweise, nämlich: k//k-Geb(p). Die beiden Schrägstriche erleichtern es — sozusagen optisch — zu sehen, wo die Kondition aufhört und wo der Teil beginnt, in dem etwas konditional-geboten» wird. Ich wiederhole: «k//k-Geb(p)» ist ein Urteil (ein theoretischer Satz, welcher entweder wahr oder falsch

(*) Konditionale Imperative dürfen nicht mit Kants hypothetischen Imperativen verwechselt werden. Diese letzteren sind ihrer grammatischen Form nach zwar Imperative, können aber der Sache nach in Urteile übersetzt werden. Vgl. dazu ausführlicher meine Darstellung «Kants Einteilung der Imperative», Lund-Kopenhagen (Library of Theoria, Vol. 8).

ist). Ein Beispiel für ein solches imperativ-referierendes Urteil ist: «es ist geboten, mir das Buch zu geben, wenn es regnet».

Ich führe jetzt eine weitere Distinktion innerhalb des Begriffs «geboten» ein. Neben «assertorisch-geboten», «konditional-geboten» gebrauche ich noch einen dritten Begriff «aktual-geboten» (oder ausführlicher «aktual-konditional-geboten»). Dass eine Handlung aktual-geboten ist, bedeutet dasselbe wie: «die Handlung ist konditional-geboten und die Bedingung (Kondition), welche im konditionalen Imperativ angegeben ist, liegt wirklich vor». So ist es aktual-geboten, mir das Buch zu geben, wenn die Bedingung «es regnet» wirklich erfüllt ist, d. h. wenn es regnet. Doch ist es wichtig, darauf aufmerksam zu machen, dass aktual-geboten-sein eben *nicht mehr* bedeutet, als dass eine Handlung konditional-geboten ist und dass die Kondition erfüllt ist. Es soll nicht etwa bedeuten, dass sich am konditionalen Gebot selber dadurch etwas geändert hat, dass die Bedingung nun auch vorliegt. Manchmal drückt man sich etwa in folgender Weise aus: solange die Bedingung eines konditionalen Imperativs nicht erfüllt ist, ist die Handlung eigentlich nicht geboten. Erst wenn die Bedingung erfüllt ist, ist die Handlung «wirklich» geboten. Erst dann «muss» der Norm-Adressat die Handlung ausführen. Eine solche Ausdrucksweise kann zu Missverständnissen führen. Man könnte sie so deuten, dass zuerst die Handlung nicht oder «eigentlich nicht» geboten war, dass aber dann, nachdem die Bedingung erfüllt ist, die Handlung erst «wirklich» geboten ist. Dies könnte dazu führen, dass man meint, durch das Eintreten der Bedingung habe sich am Gebot selbst etwas geändert. Das kann natürlich nicht richtig sein. Ich drücke den Sachverhalt so aus: wenn ein konditionaler Imperativ vorliegt, ist die Handlung konditional-geboten. Ist später die Bedingung erfüllt, so ist die Handlung aktual-geboten.

Dass eine Handlung aktual-geboten ist, bedeutet also nicht, dass sich am Gebotscharakter des konditionalen Imperativs etwas dadurch verändert hat, dass die Kondition nun erfüllt ist. Am Gebot hat sich nichts geändert. Aber etwas anderes hat sich geändert. Geändert hat sich die Situation des Normadressaten. Solange die Handlung (nur) konditional-geboten ist,

kann er das Gebot nicht übertreten, und er kann es nicht befolgen. Ist dagegen die Kondition erfüllt, so kann das (konditionale) Gebot befolgt werden, und es kann übertreten werden. Aber, wie gesagt, das bedeutet nicht, dass sich am «Gebotscharakter» des konditionalen Gebots irgendetwas geändert hätte. Das Angeführte zeigt, warum es notwendig ist, den Begriff «aktual-geboten-sein» einzuführen. Nur wenn eine Handlung aktual-geboten ist, ist die Ausführung eine Befolgerung des Gebots, und die Nicht-Ausführung eine Übertretung.

Setzt man folgende Definition voraus:

akt-Geb(p), ($k // k$ -Geb(p) & k) = so kann man auch den schwächeren Satz bilden:

$(k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k) \supset akt\text{-Geb}(p).$

Dann kann folgender Sylloqismus konstruiert werden:

- $$\frac{1 \ (k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k) \supset akt\text{-Geb}(p) \\ 2 \ (k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k)}{3 \qquad \qquad \qquad akt\text{-Geb}(p).}$$

Das ist ein höchst trivialer Schluss. Wenn ich weiss, dass mir diese Handlung (p) aktual-geboten ist, so weiss ich auch, dass ich nun das Gebot befolgen oder auch übertreten kann. Entscheide ich mich dafür, das konditionale Gebot zu befolgen, so führe ich die Handlung aus, die im Satz «p» beschrieben ist.

II

Das Gesagte wende ich nun auf die «Herleitung» des richterlichen Urteils an. Dabei setze ich voraus (ohne hier Argumente dafür anzuführen), dass rechtliche Gesetze als konditionale Imperative (Gebote) aufgefasst werden können. So kann etwa konditional-geboten sein, die Person P zur Strafe S zu verurteilen, wenn sie die Handlung b ausgeführt hat. Das imperativ-referierende Urteil kann dann etwa in folgender Weise geschrieben werden: b//k-Geb (V(s)). «V(s)» soll bedeuten: der Richter R verurteilt P zur Strafe S.

Folgender Schluss lässt sich dann aufstellen:

- 1 $(b // k\text{-Geb}(V(s)) \ \& \ b) \supset akt\text{-Geb}(V(s))$
 - 2 $(b // k\text{-Geb}(V(s)) \ \& \ b)$
-
- 3 $akt\text{-Geb}(V(s)).$

Damit ist dieser Teil der intellektuellen Tätigkeit des Richters abgeschlossen. Wie beim vorigen Beispiel kann sich der Richter nun *entscheiden*, ob er die Handlung ausführen will, welche ihm aktual-geboten ist. Nehmen wir an, er entscheidet sich dafür. Welche Handlung muss er dann ausführen? Antwort: er muss P zu S verurteilen. Worin besteht diese Handlung des Verurteilens? Sie besteht darin, dass der Richter einen gewissen Satz ausspricht: das (richterliche) Urteil.

Das richterliche Urteil selbst ist also *nicht* deduziert. Deduziert ist nur der Satz, dass die Handlung V(s) — dem Richter — aktual-geboten ist. Nichtsdestoweniger ist es möglich zu entscheiden (im Prinzip), ob ein Urteil mit dem Gesetz übereinstimmt oder ob es mit ihm im Widerspruch steht. Dass ein (richterliches) Urteil mit dem Gesetz übereinstimmt, bedeutet, dass die Handlung des Richters (= das Aussprechen des Urteils-Satzes) die Handlung ist, welche dem Richter aktual-geboten ist. — Dass ein Urteil nicht durch das Gesetz motiviert ist, bedeutet: das Aussprechen des Urteils ist die Handlung, welche dem Richter aktual-verboten war.

Hieraus ersieht man: obgleich das richterliche Urteil nicht in einem Syllogismus deduziert werden kann, kann man dennoch angeben, wann ein Urteil durch das Gesetz «motiviert» ist und mit ihm «übereinstimmt», und wann es das nicht tut. Dies ist möglich, ohne dass man — wie Professor Weinberger — vorschlägt, den Begriff des Schliessens irgendwie erweitern müsse, sodass etwa auch Schlussverfahren für nicht-theoretische Sätze (= praktische Sätze) aufgestellt werden können. Wenn das richtig ist, was ich gesagt habe, ist eine solche Erweiterung des Begriffs «Schliessen» überflüssig, ganz abgesehen davon, dass nicht klar wird, wie dieser neue und erweiterte Begriff des Schliessens definiert ist.

M. A. R. ANDERSON

I want to add a remark about the ambiguity of elementary logical particles in English, in support of some previous remarks in this session.

Suppose I receive an advertisement for a film; the price is \$2.00, and it says «Boys and girls under twelve years of age admitted free». So I take my little girl, and when we get to the theatre, the man at the box-office says, «Sorry; for free admission it is required that the child be *both* a boy *and* a girl — see? — it says 'boys *and* girls'. But of course this is nonsense; it is perfectly evident that in this context the «*and*» is intended to have the force of a truth-functional disjunction. «Boys and girls» here means anybody who is *either* a boy or a girl.

The footnote that I wanted to add to what both of you said (in my opinion entirely correctly) is that in one standard dictionary of American English (Webster's), the entry under «*or*» gives the meaning «an alternative,» and cites an example of the usage of «*or*» — an example in which the word means truth-functional *conjunction*! It says, «you may write or you may telephone». But of course if one says, «you may write or you may telephone,» he means to be giving permission to do *both*; the logical force is that you may write *and* you may telephone (whichever is the most convenient, presumably — and perhaps both, if expedient). No example is given in the dictionary of a case where «*or*» means disjunction.

The only point I wanted to make is that even the most elementary logical notions about «*and*» and «*or*» are already sufficiently confusing in natural languages so that it is not surprising that difficulties like Ross's so-called «paradox» arise.

M. KALINOWSKI

J'aimerais faire trois remarques: deux en rapport avec la communication de M. Ziemiński et la troisième relative aux paradoxes évoqués dans la discussion.

La communication de M. Ziemiński était tournée vers l'avenir: l'orateur appelait à la création de systèmes déontiques répondant aux exigences dont il a dressé une liste dans la conclusion de son exposé. Je crois qu'il aurait pu tenir compte tout de même, du moins dans une certaine mesure, de ce qui appartient déjà au passé et aussi au présent, le passé en question subsistant encore. Car des systèmes déontiques satisfaisant à un degré élevé aux conditions formulées par notre collègue existent déjà. Tout d'abord le système de logique déontique qui a été évoqué aujourd'hui à deux ou trois reprises et qui lui est proche tant par le contenu que par la personne de l'auteur: la syllogistique déontique de M. Ziembka. Ensuite les systèmes K_1 et K_2 construits dans ma *Théorie des propositions normatives* — de nouveau je suis gêné d'en parler comme je l'ai été ce matin lorsque je rappelais, en terminant, cette étude qui date de 1951 bien qu'elle n'ait paru, en raison des circonstances d'alors, que sous la forme d'un résumé et seulement en 1953. M. Ziembka n'étant pas parmi nous et son système n'étant pas connu en détail par la plupart d'entre vous, je ne discuterai pas ici les objections que son auteur soulève contre les systèmes K_1 et K_2 . Je me limiterai seulement à remarquer que les imperfections qu'il leur trouve — si imperfections il y a — peuvent facilement être éliminées: il suffit à cet effet d'expliquer un détail du métasystème du système K_2 demeuré implicite dans la version de 1953. Quoi qu'il en soit, mes systèmes réalisent en fait les exigences posées aujourd'hui par M. Ziemiński. Bref, il existe déjà des systèmes de logique déontique susceptibles de satisfaire les besoins des juristes. Ceci dit je passe à ma deuxième remarque.

J'ai cru comprendre que M. Ziemiński s'étonnait de voir tel ou tel auteur parler des normes permissives. Ceux qui le font ont à mon avis raison. Je vais essayer de montrer qu'à côté des normes prescriptives et prohibitives existent aussi des normes permissives (M. Ziemiński: «Les termes 'peut' et 'a droit' sont terriblement équivoques !») Qu'ils le soient ne change rien à l'existence des normes permissives. Il convient tout au plus d'admettre autant d'espèces de normes permissives que des significations des expressions «peut» ou «a droit».

Admettons — pour les besoins de notre discussion — la notation symbolique précédemment utilisée (sur laquelle je reviendrai dans ma troisième remarque) et écrivons «*Pp*». M. Ziembinski a l'air de tenir la valeur d'une telle fonction pour une constatation et non pas pour une norme. Mais G. H. von Wright qui utilise dans *An Essay in Deontic Logic and the General Theory of Action*, pour ne parler que de son dernier ouvrage, (²⁴) et la fonction «*Op*» et la fonction «*Pp*», interprète l'une et l'autre soit comme une norme soit comme une constatation spécifique portant sur une norme (*deontic statement*). Il s'explique largement à ce sujet dans *Norm and Action* (²⁵). Or, si l'expression correspondant à «*Op*» est, selon l'interprétation retenue, soit une norme prescriptive soit un *deontic statement* correspondant, pourquoi l'expression correspondant à «*Pp*» ne serait-elle pas, elle aussi, soit une norme, en l'occurrence une norme permissive, soit un *deontic statement* portant sur une telle norme ? Si nous regardons les textes légaux, le *Code Civil* par exemple, nous y trouvons facilement des expressions qui, décodées, selon l'expression de M. Ziembinski, se présentent comme des normes permisives, exemple la norme du C. C. statuant que le propriétaire peut donner sa propriété à quelqu'un d'autre à titre gratuit, tout comme il peut ne pas le faire, c'est-à-dire la garder pour lui.

Ma troisième remarque reste en rapport avec la discussion sur le paradoxe de Ross et les paradoxes apparentés (²⁶). Nous avons vu lors de cette discussion, et savons bien par ailleurs, combien de difficultés occasionnent des expressions telles que «*Op*», «*Pp*», «*O(p v q)*», «*O(p → q)*» etc. Il me semble que la discussion sur les paradoxes en question se trouverait sinon éliminée du moins éclairée si nous nous interrogions d'abord sur le sens à donner à ces expressions et si nous nous demandions

(²⁴) *Acta Philosophica Fennica XXI*, Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1969.

(²⁵) G. H. von WRIGHT, *Norm and Action*, London, Routledge and Kegan Paul, 1963, ch. VIII, § 2, pp. 130-134.

(²⁶) A ce sujet voir surtout G. H. von WRIGHT, *An Essay in Deontic Logic and The General Theory of Action*, ch. I, § 6, pp. 20-22 ainsi que la bibliographie à la fin du volume, pp. 97-107.

si elles sont correctes du point de vue de cette pensée discursive normative (morale, juridique ou autre) *réelle* dont j'ai parlé dans ma communication de ce matin. Si nous cherchons à répondre à ces questions, nous nous apercevons de l'importance représentée par le choix du langage naturel utilisé pour l'interprétation des expressions en question. Si nous les interprétons en anglais, nous pouvons ne pas nous rendre compte de leur équivocité alors que celle-ci saute aux yeux si nous les interprétons en français ou en polonais. G. H. von Wright par exemple interprète «*Pp*»: «*It is permitted to see to it that (it is the case that) p*» où l'on peut substituer à «*p*» n'importe quelle proposition de constatation décrivant l'accomplissement d'une action. L'interprétation de «*Op*» est analogue. Tant que nous nous en tenons à l'anglais, tout semble bien marcher. Mais essayons d'interpréter les fonctions en question en français ou en polonais et nous nous apercevrons de leur inadéquation par rapport à la pensée normative. Prenons la fonction «*Op*». Substituons à «*p*» la proposition «*Jean écrit son devoir*». Nous obtiendrons l'expression: «*Il est obligatoire que Jean écrit son devoir*». Le subjonctif n'a pas encore disparu de la langue française au point que nous considérons l'expression «*Il est obligatoire que Jean écrit son devoir*» comme correcte et n'éprouvions pas le besoin de la remplacer par l'expression «*Il est obligatoire que Jean écrive son devoir*».

Mais même si nous admettions que la première expression «*Il est obligatoire que Jean écrit son devoir*» est correcte, il conviendrait de faire les trois constatations suivantes:

- 1) «*Op*» serait une expression équivoque pouvant être interprétée soit à l'indicatif soit au subjonctif;
- 2) M. Ziembra aurait raison d'affirmer, comme il le fait en réalité, que des expressions comme «*Il est obligatoire que Jean écrit son devoir*» n'intéressent pas le juriste alors que celui-ci est intéressé par des expressions comme «*Il est obligatoire que Jean écrive son devoir*»;
- 3) s'il en était ainsi, c'est-à-dire si M. Ziembra avait réellement raison, pourquoi n'utiliserions-nous pas les fonctions plus simples et plus adéquates comme celles que j'ai adoptées dans ma *Théorie des propositions normatives* par exemple, en l'occu-

rence «*Sxα*» s'interprétant «*x doit faire α*» au lieu des fonctions telles que «*Op*» et «*Pp*» correspondant à des expressions moins adéquates et plus complexes, expressions devant être tenues, à mon avis, pour des expressions métalinguistiques ?

M. K. OPALEK

In connection with M. Kalinowski's discussion on the *Op*, *Fp*, *Pp* formulas, introduced in deontic logic, I am very pleased to note that these remarks are going in the direction quite similar to my analysis in the communication to be presented here to-morrow.

M. O. WEINBERGER

Prof. Moritz' Diskussionsbeitrag ist nicht bloß eine Kritik meiner Konzeption der Normenlogik, sondern eine grundsätzliche Kampfansage an alles, was bisher im Bereich der Normenlogik gemacht wurde. Dies alles wäre, wenn schon nicht Unsinn, wenigstens überflüssig. Prof. Moritz vertritt die These, daß es ein normenlogisches Folgern — in seiner Terminologie 'einen praktischen Syllogismus' — entweder gar nicht gibt, oder daß er wenigstens überflüssig ist, da alles, was im Gebiet der Normen (Imperative) an logischen Beziehungen besteht, durch Aussagenfolgern — einen theoretischen Syllogismus — gelöst werden kann.

Prof. Moritz hat eine Theorie skizziert, welche die logischen Beziehungen der Imperative und Normen mittels der imperativ-referierenden Urteile — ich würde solche Sätze 'Aussagesätze über Imperative' oder 'Aussagesätze über Imperativsetzungskakte' nennen — zu lösen versucht. Diese Theorie ist sicherlich interessant, insbesondere seine Überlegungen über den konditionalen Imperativ, jedoch kaum voll befriedigend und meiner Meinung nach keine Lösung der normenlogischen

Problematik; ebenso wenig wie eine Überwindung der Schwierigkeiten, auf die ich in meinem Referat aufmerksam gemacht habe (das Ross'sche Paradox und die Schlußfolgerung von $O(p \& q)$ auf O_p). Als Typus des juristischen Denkens analysiert er auf der Platform seiner Theorie die richterliche Urteilsbildung.

Ich möchte auf einige Unklarheiten und Schwierigkeiten der Moritz'schen Theorie aufmerksam machen und zeigen, daß sie durchaus nicht geeignet ist, das normenlogische Folgern zu ersetzen. Ferner möchte ich zeigen, daß die juristische Theorie der Normendynamik nicht ohne normenlogische Folgern auskommt.

Die Logik der imperativ-referierenden Urteile. Es ist wahr, daß wenn ein Imperativ vorliegt, man dies in einem Aussagesatz konstatieren kann. Doch worüber spricht das imperativ-referierende Urteil (wie es Prof. Moritz nennt), über den Akt des Gebietens, oder über das Bestehen des Gebots? Ich glaube, das geht aus seinen Darlegungen nicht ganz klar hervor. Im ersten Fall handelt es sich um eine reine Tatsachenkonstaterung, im zweiten Fall um einen Satz der Metasprache über die Sprache, in der die Imperative formuliert sind. In keinem Fall sollte man ' p ' im Satz ' $Geb(p)$ ' als Bezeichnung eines Urteils ansehen, sondern als Beschreibung eines Sachverhaltes, der den Inhalt des Gebots angibt (vgl. das Referat von Prof. Opalek und meine Anmerkung zu diesem Referat).

Der Begriff des konditionalen Gebots wird auf Grund des konditionalen Imperativs bestimmt. Dieser lautet offenbar 'Wenn k , dann soll p sein', d.h. er ist ein zusammengesetzter Imperativsatz, in dem die Aktualisierung des Gebotenseins von p von der Erfüllung der Bedingung k abhängig gemacht wird. Die Definition des konditionalen Gebots müßte also lauten: ' p ist k -geboten genau dann, wenn ein konditionaler Imperativ besteht, der die Aktualisierung des Gebotes, daß p sein soll, an eine gewisse Bedingung k bindet, d.h. wenn ein Imperativ 'Wenn k , dann soll p sein' besteht, wobei in dieser Definition das ' k ' durch einen Existentialquantifikator gebunden ist. Der Ausdruck ' k - $Geb(p)$ ' bezeichnet bei Prof. Moritz nicht das konditionale Gebot p , sondern die Feststellung (Aussage), daß ein

konditionales Gebot besteht, resp. daß ein dieses k-Gebot setzender Akt stattfand. Wenn Prof. Moritz den Satz über das Bestehen des konditionalen Gebots ' $k//k\text{-Geb}(p)$ ' schreibt, so ähnelt diese Niederschrift der Form des Bedingungsnormssatzes, doch wird sie vom Autor als Behauptung über das Bestehen eines an die Bedingung k gebundenen konditionalen Gebots verstanden. Nicht der Imperativ ist konditioniert, sondern die Aktualisation des Gebots p .

Prof. Moritz führt neben 'geboten' und 'konditional-geboten' noch einen dritten Gebotsbegriff 'aktuall-konditional-geboten' (kurz 'akt-geboten') ein. Sicherlich mit Recht wird bei konditionalen Imperativen (Geboten) unterschieden, ob die Bedingung erfüllt ist oder nicht. Es ist Prof Moritz auch beizustimmen, daß sich am Gebotscharakter des konditionalen Imperativs nichts ändert, wenn die Bedingung erfüllt ist. Der konditionale Imperativ selbst wird natürlich durch die Tatsache, daß seine Bedingung erfüllt ist, nicht geändert. Doch ist es kaum möglich Prof Moritz beizupflichten, daß aktuell-geboten-sein nicht mehr bedeutet, als daß eine Handlung konditional-geboten ist und daß die Kondition erfüllt ist. Man kann sagen, daß sich der konditionale Imperativ nicht geändert hat, er besteht unverändert weiter, est ist jedoch nicht möglich, zu sagen, daß das konditionale Gebot sich nicht geändert habe (soweit man nicht den Setzungsakt im Auge hat; der Setzungsakt ist nur eine Setzung des konditionalen Gebots), denn das konditionale Gebot wurde durch die Erfüllung der Bedingung aktualisiert, d.h. p ist nun nicht mehr bloß k-geboten, sondern unbedingt gegeben. Man kann fragen 'warum?'. Weil das Gebot p , der Normsatz ' p soll sein' eine logische Folge aus dem konditionalen Imperativ 'Wenn k , dann soll p sein (dann ist p gegeben)', und die Tatsache p (festgestellt in dem Aussagesatz ' p ') ist. Nur so kann dem Terminus 'konditionaler Imperativ' Sinn gegeben werden, nämlich wenn die Erfüllung der Bedingung logisch zum aktuellen (unbedingten) Gebot führt. Dann bedeutet 'aktuall-geboten' 'geboten, infolge des k-Gebots und der Erfüllung der Bedingung k dieses k-Gebots ! Es muß also hier die Normfolgerung anerkannt werden, denn sonst kann man gar nicht sinnvoll von einem konditionalen Imperativ sprechen. Ein

Konditionalsatz, der bei Erfüllung der Bedingung nicht auf das Bedingte zu folgern erlauben würde, wäre kein Konditionalsatz.

Prof. Moritz hält — für mich ganz unverständlicher Weise — das aktuale Gebot für etwas vom Gebot Verschiedenes, für einen unterschiedlichen Gebotsbegriff (¹). Er meint, daß das konditionale Gebot dann und nur dann übertreten werden kann, wenn seine Bedingung erfüllt ist. Das kann man wohl sagen — ich habe es in meiner Rechtslogik ganz ähnlich dargelegt (²) — aber nur deswegen, weil in diesem Fall das konditionale Gebot zu einem (unbedingten) Gebot aktualisiert wird, und zwar auf Grund der normenlogischen Beziehung.

Prof. Moritz' Methode das, was man als normenlogisches Folgern anzusehen pflegt, in indikativer Sprache zustande zu bringen, fußt auf folgender Definition des aktuellen Gebots

(1) $\text{akt-Geb}(p) =_{\text{df}} k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k$ die in Worten zu lesen wäre: 'Es besteht das aktuale Gebot p dann und nur dann, wenn das konditionale Gebot, daß p unter der Bedingung k geboten ist, besteht und k' . Aus (1) folgt

$$(2) \text{akt-Geb}(p) \supset (k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k)$$

$$(3) (k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k) \supset \text{akt-Geb}(p)$$

Aus (3) und der Prämisse ' $k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k'$ ' folgt nach dem Modus ponens ' $\text{akt-Geb}(p)$ '. Diese Folgerung besagt an und für sich noch nicht, daß p erfüllt werden soll, denn der Autor sagt ausdrücklich, das ' $\text{akt-Geb}(p)$ ' nicht mehr sagt als ' $k // k\text{-Geb}(p) \ \& \ k'$ '. Wenn man nicht sieht, daß durch die Erfüllung der Bedingung des konditionalen Gebot ein (unbedingtes) Gebot als logische Konsequenz entsteht, ist gar nichts gewonnen. Bei Prof. Moritz geht es nur um eine äquivalente (auf Grund der Definition synonyme) Umformung. Zur Aktualisierung kommen wir erst, wenn wir die Aktualisierung als logische Folgerung auffassen und $\text{akt-Geb}(p)$ als $\text{Geb}(p)$ auf Grund dieser logischen Folgerung ansehen.

(¹) Ich halte den Terminus 'aktuall-konditional-geboten' für innerlich widerspruchsvoll, denn die Aktualisierung hebt die Bedingtheit auf (vgl. Abtrennungsregel).

(²) S. WEINBERGER, O., *Rechtslogik, Versuch der Anwendung moderner Logik im Recht*, Wien-New York, 1970, S. 209.

Operieren auf Grund von Definitionen kann nie eine Deduktionstheorie ersetzen, denn es geht hier immer nur um äquivalente Transformationen und für jede Schlußfolgerung müßte eine Ad-hoc-Definition eingeführt werden. Oft wäre das überhaupt nicht möglich, z.B. bei der De-omni-Regel. Es muß aber doch anerkannt werden, daß aus dem Imperativ 'Für jedes Pflichtsubjekt x ist geboten, x soll a ' folgt 'Das Pflichtsubjekt Franz soll a '.

Die von Prof. Moritz verwendete Definition ist logisch nicht richtig, denn die Anwendung dieser Definition kann von einer wahren Aussage zu einer unwahren führen. Das Definiens von (1) enthält nämlich die Variable ' k ', die im Definiendum nicht auftritt. Nehmen wir nun an es bestehe tatsächlich der konditionale Imperativ 'Wenn es regnet, bleib zu Hause' und es regne, dann ist

(4) Es regnet // k -Geb (dein Zu-Hause-Bleiben) & es regnet wahr, also auf Grund der Definition (1)

(5) akt-Geb (dein Zu-Hause Bleiben) ableitbar. Gehen wir nun von (5) aus, können wir durch Anwendung der Definition

(6) $k//k$ -Geb (dein Zu-Hause-Bleiben) gewinnen und in (6) für k beliebig, z.B. 'es ist schönes Wetter' einsetzen.

(7) Es ist schönes Wetter // k -Geb (dein Zu-Hause Bleiben) & es ist schönes Wetter is voraussetzungsgemäß unwahr.

Die Normendynamik und das normenlogische Folgern. Da das Beispiel des richterlichen Urteils ein sehr komplizierter Fall der Rechtsdynamik ist, zu dessen Analyse eine ganze Reihe rechtstheoretischer Probleme erörtert werden müßte, nehme ich einen viel einfacheren Fall der Rechtsdynamik. Die wesentliche Beziehung zwischen Rechtsdynamik und Normenfolgern wird hier dennoch zutage kommen.

Es gelte die Norm 'Für jedes x gilt: wenn der Lenker x zu einer Straßenkreuzung, die mit einer Stop-Tafel bezeichnet ist, kommt, soll x seinen Wagen anhalten und allen Fahrzeugen auf der Hauptstraße den Vorrang geben' und es trete der Fall ein, daß der Autofahrer N mit seinem Wagen auf der Nebenstraße zu dieser Straßenkreuzung kommt, dann gilt: 'N soll anhalten und allen Fahrzeugen auf der Hauptstraße den Vorrang geben'. Diese abgeleitete Norm gilt als logische Folge

aus der angeführten Rechtsregel und der Tatsache (in der logischen Analyse der Rechtsituation wird dies in einem Aussagesatz ausgedrückt), nicht auf Grund einer Entscheidung. Es gibt keinen anderen Grund für die Geltung der individuellen Norm, als die Tatsache, daß sie eine logische Folge der Rechtsregel und der Tatsachen ist. Nur in der normologischen Analyse des Rechts zeigt sich diese Beziehung, die nicht durch Sätze über Normen oder über Normsetzungsakte — auch nicht unter Zuhilfenahme von Ad-hoc-Definitionen dargestellt werden kann.

Löst die Theorie von Prof Moritz das Problem von Alf Ross und das Problem der Spaltung eines konjunktiven Gebots in zwei Gebote? Ich zweifle daran, daß durch die Methode der imperativ-referierenden Urteile und durch die Festsetzung von Definitionen das Ross'sche Paradox oder (und) die Frage der Aufspaltung der Konjunktion im Inhalt der Norm gelöst werden kann. Man müßte neue Definitionen für jeden Schlußtypus einführen, wenn man einen Schluß zustande bringen will. Die im Ross'schen Paradox auftretende disjunktive Abschwächung wäre durch die Definition

(8) $\text{Geb}(p) =_{\text{df}} G(p \vee q)$ zu gewinnen. Da die Methode der Definitionen zu äquivalenten Transformationen führt, müßte auch aus ' $\text{Geb}(p \vee q)$ ' ' $\text{Geb}(p)$ ' ableitbar sein. Es ist mir gar nicht klar, wie hier begründet wird, ob man die entsprechende Definition einführt oder nicht.

Wie steht es mit der Beziehung zwischen ' $\text{Geb}(p \& q)$ ' und ' $\text{Geb}(p)$ ' und ' $\text{Geb}(q)$ '? Folgt aus 'Es besteht das Gebot lerne und bete' die Sätze 'Es besteht das Gebot lerne' und 'Es besteht das Gebot bete'? Die Definition

(9) $\text{Geb}(p \& q) =_{\text{df}} \text{Geb}(p) \& \text{Geb}(q)$ steht uns als deus ex machina zur Verfügung, wenn wir diese Schlußfolgerung anerkennen wollen. Da Definitionen niemals notwendig sind, können wir sie aber auch streichen und dadurch diese Schlußweise unmöglich machen.

Ist diese vollkommene Willkür, welche ohne Gründe Folgerungsregeln setzt, resp. ablehnt, eine Lösung der Probleme, auf die ich aufmerksam gemacht habe? Ich glaube kaum.

M. Z. ZIEMBIŃSKI

J'ai dit dans le résumé de mon rapport: «Les systèmes *les plus connus* de la logique des normes ou de la logique déontique *sensu stricto* concernent les normes et les propositions modales normatives fondées sur les normes adressées à un sujet individuellement déterminé». J'ai dit cela surtout pour critiquer les systèmes de M. von Wright, des systèmes qui concernent les normes individuelles et qui sont à ce point de vue peu intéressants pour la pratique des raisonnements normatifs des juristes. Dans le texte complet de mon rapport (note 14) je mentionne le système de «syllogistique déontique» de M. Ziembka, mais ce système est peu connu, à cause de la barrière linguistique. Le système K_2 de M. Kalinowski, publié en 1953 dans le journal polonais «*Studia Logica*» est aussi peu connu pour les logiciens des pays d'Occident (ils peuvent trouver les informations générales sur ce système dans l'«Introduction à la logique juridique» de M. Kalinowski). Je ne veux pas critiquer le système K_2 , parce que je suis surtout juriste et pas logicien de métier. Il me semble que ce système touche les normes concernant les comportements déterminés d'une façon abstraite, mais adressées à un sujet individuel. Je veux citer enfin l'opinion de G. H. von Wright formulée en 1968 — «A fully developed deontic logic with quantifiers is still largely a *desideratum*» (*The Logic of Practical Discourse*, p. 150).

Un autre sujet est le problème des malentendus causés par le terme «norme permissive». Il me semble que c'est un terme qui contient une *contradiccio in adiecto*. Si l'on accepte qu'une norme de comportement est une expression ayant le caractère suggestif, une expression par laquelle l'on ordonne ou l'on interdit à quelqu'un de faire quelque chose, on ne peut pas utiliser le terme «norme permissive». Il y a des propositions modales normatives qui constatent qu'un tel ou tel comportement est permis selon la norme N (ou selon un système cohérent de normes), c'est-à-dire, que ce comportement n'est pas défendu selon cette norme. Mais une proposition modale normative (vraie ou fausse) qu'un tel ou tel comportement est ordonné, défendu, facultatif, permis ou indifférent *selon norme N*, est

une expression d'un caractère tout à fait différent, qu'une *norme* de comportement. Evidemment pour un juriste il est tout à fait égal si l'on dit: «A doit faire P» ou: «A est obligé de faire P (selon la norme N étant en vigueur dans le système juridique en question)»; mais au point de vue de la sémiotique ce sont des expressions tout à fait différentes.

Le texte d'une loi peut contenir les *dispositions* permissives. Mais ce sont deux autres choses: une disposition légale (fragment de texte d'une loi) et une *norme juridique*, une norme de comportement reconstruite à la base des dispositions légales en train de processus d'interprétation de la loi. Des dispositions qui contiennent les expressions p. ex. «il est permis», «on peut», «on a le droit» etc, sont interprétées d'une façon bien différente. 1° Parfois ce sont des expressions ayant le caractère performatif, par lesquelles on supprime les anciennes normes, qui interdisaient le comportement en question. 2° Parfois ce sont des dispositions complémentaires par rapport aux autres dispositions qui servent à exprimer une défense avec quelques exceptions: «On doit ne pas faire P — à l'exception des cas où...». 3° Parfois une disposition permissive sert à exprimer une défense de s'ingérer dans les activités d'un sujet qui obtient une permission (permission forte, strong permission), p. ex. «Le propriétaire peut *exclusivement* utiliser la chose...» 4° Parfois une disposition permissive sert à constater d'une façon claire et nette, pour éviter les doutes possibles, qu'un tel ou tel comportement n'est pas défendu par la loi (permission faible, weak permission — ayant le caractère seulement déclaratif), 5° Parfois une disposition permissive est interprétée en tant qu'une norme qui attribue une compétence, p. ex. un pouvoir législatif à un sujet K — et par cela elle oblige les sujets A de se soumettre aux ordres du sujet K. Mais il faut être bien conscient de la différence entre la permission d'établir les normes pour les autres sujets — et le devoir de ces sujets de se soumettre à ces ordres. Il m'est permis (n'est pas défendu) d'établir les normes pour le Président du Chili mais le président de ce pays n'est pas lié par ces normes.

Le terme «norme permissive» utilisé p. ex. dans les systèmes de M. von Wright et de M. Kalinowski peut donc causer plu-

sieurs confusions. Il y a évidemment les dispositions légales qui formulent une «permission» ou attribuent un «droit subjectif» à quelqu'un, mais ces dispositions peuvent être interprétées d'une manière bien différente. Le décodage des dispositions «permissives» pour obtenir des normes juridiques équivalentes est souvent très compliqué et contestable.